

Brochure n° 3014

Convention collective nationale

IDCC : 2336. – **ORGANISMES GESTIONNAIRES
DE FOYERS ET SERVICES POUR JEUNES TRAVAILLEURS**

AVENANT N° 21 DU 11 FÉVRIER 2009
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE « FRAIS DE SANTÉ »
NOR : ASET0950445M
IDCC : 2336

Article 1^{er}

*Taux de cotisation pour le régime de prévoyance
« risques décès et arrêt de travail »*

(En pourcentage.)

UNIQUEMENT À LA CHARGE DU SALARIÉ	TRANCHE A	TRANCHE B
Incapacité temporaire totale et maternité	0,52	1,30
Total	0,52	1,30

UNIQUEMENT À LA CHARGE DE L'EMPLOYEUR	TRANCHE A	TRANCHE B
Non cadres : décès-invalidité permanente totale et allocation obsèques	0,19	0,19
Cadres : décès-invalidité permanente totale et allocation obsèques	0,76	0,40
Reprise encours	0,03	0,03
Invalidité permanente totale ou partielle	0,72	1,40

TOTAL	TRANCHE A	TRANCHE B
Salariés non cadres	1,46	2,92
Salariés cadres	2,03	3,13

Article 2

Taux de cotisation pour le régime de prévoyance « frais de santé »

Les dispositions du présent article annulent et remplacent l'article 18.5 de la convention collective nationale des organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs du 16 juillet 2003.

(En euros.)

COTISATION FRAIS DE SANTÉ	RÉGIME général	RÉGIME Alsace-Moselle
Cotisation totale	57,00	31,30
Part de la cotisation totale à charge du salarié	28,50	15,65
Part de la cotisation totale à charge de l'employeur	28,50	15,65

Article 3

Accord d'entreprise

Aucun accord d'entreprise ne peut modifier le présent avenant.

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent avenant prendra effet en application des dispositions des articles L. 2231-5 et suivants et L. 2232-2 du code du travail et au plus tôt au 1^{er} avril 2009.

Article 5

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 11 février 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif (SOP) ;

Syndicat national employeur des foyers, résidences sociales et services pour jeunes (SNEFOS).

Syndicats de salariés :

Fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale, CFE-CGC ;

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération santé et services sociaux CFDT.